

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Marseille, le 07 NOV. 2017

Service Biodiversité, Eau et Paysages
Unité Sites et Paysages

SBEP/USP/2017- 313

Monsieur le commissaire enquêteur,

Le tribunal administratif de Marseille vous a désigné pour diriger l'enquête publique préalable au classement des « Étangs de Saint Blaise et de la forêt de Castillon », qui s'est déroulée du 18 septembre au 20 octobre 2017. Vous avez ensuite remis le 27 octobre 2017 votre rapport de synthèse, à mes services en charge des sites et des paysages.

Lors de cette réunion, vous avez fait part à mes services d'un courrier de la Compagnie des salins du Midi, qui affirme que ledit projet de classement serait incompatible avec la Directive territoriale d'aménagement (DTA) des Bouches-du-Rhône. Vous avez notamment cité les extraits de la DTA concernés : « les risques technologiques (p 66) » et « la problématique des réseaux autour du golf de Fos et de l'étang de Berre (p112) ». La DTA stipule entre autre qu'il existe un grand nombre de servitudes (transport de produits chimiques, pétroliers, gaz, saumures) dans cette zone, qu'il conviendra de maintenir voire d'élargir, si besoin à terme de nouveaux pipelines. Pour l'essentiel, le réseau se situe à l'ouest du projet de classement, entre les étangs de l'Estomac, de Lavalduc et de l'Engrenier. Le périmètre est concerné à la marge par la traversée de pipelines sous l'étang de Citis jusqu'à l'étang de Berre, via le tunnel du Ranquet.

Le classement du site n'est pas incompatible avec ces servitudes mentionnées dans la DTA. En effet, toutes les mesures destinées à entretenir ou intervenir sur les infrastructures existantes seront considérées comme ne modifiant pas l'aspect du site, car les pipelines ne sont pas visibles (passage sous la surface de l'eau puis dans le tunnel). À ce titre, aucune intervention sur les pipelines ne sera soumise à l'article L341-10 du code de l'environnement et donc aucune demande d'autorisation ne sera nécessaire. Cela a été précisé lors des réunions de concertation avec les Salins du Midi. Dans le cas où la pose de nouveaux pipelines serait nécessaire aux activités industrielles du secteur, tout nouvel équipement rajouté aux pipelines existants serait soumis à autorisation préfectorale au titre du site classé, avec un délai d'instruction de deux mois maximum. Rien ne s'opposera à leur autorisation puisque l'intégrité du site sera conservée (nouveaux équipements peu ou pas visibles). Seule la proposition peu probable de la construction d'un ouvrage aérien, pourrait soulever la question de son opportunité, avec la recherche concomitante d'une meilleure intégration paysagère.

Je vous confirme donc qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre la DTA des bouches-du-Rhône et ce projet de classement.

Je vous prie de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, en l'expression de mes salutations distinguées.

Monsieur Jean-Claude Costa
Commissaire enquêteur

La Cheffe du Service Biodiversité,
Eau et Paysage
Hélène SOUAN